

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2024

SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE AGRICOLE ET LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS EN AGRICULTURE - (N° 2436)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CE3446

présenté par

Mme Le Feur, rapporteure pour avis au nom de la commission du développement durable et de
l'aménagement du territoire et Mme Pochon

ARTICLE PREMIER

Après l'alinéa 9, insérer l'alinéa suivant :

« – garantir un pluralisme effectif dans l'ensemble des instances de gouvernance agricole et
alimentaire et la participation de la société civile ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'implication dans les processus décisionnels de la société civile à travers une gouvernance
pluraliste est au cœur du concept de souveraineté alimentaire tel que reconnu par l'ONU dans sa
déclaration sur les droits des paysans en 2018.

En effet, l'article 15.4 de cette déclaration, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en
décembre 2018, définit et reconnaît la souveraineté alimentaire des peuples partout dans le monde :
“Les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs
systèmes alimentaires et agricoles (...) Ceci inclut le droit de participer aux processus décisionnels
concernant la politique alimentaire et agricole et le droit à une nourriture saine et suffisante produite
par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture.”

Cet amendement vise donc à assurer la cohérence des actions que les politiques publiques françaises
doivent mettre en œuvre avec le droit international et assurer ainsi, l'atteinte de la souveraineté
alimentaire.

Amendement travaillé avec le Collectif Nourrir